

<p>Agrocarburants : risques et opportunités pour les organisations paysannes</p>

L'ONG de coopération au développement active dans une douzaine de pays du Sud, « Solidarité Socialiste » a organisé le 11 décembre 2008 à Bruxelles une rencontre internationale sur les risques et les opportunités que peuvent représenter l'émergence des agrocarburants pour les organisations paysannes.

Ce débat a réuni autour de la table des intervenants de plusieurs organisations paysannes et d'ONG partenaires présentes au Brésil, au Burkina Faso, en Colombie, en RDC ainsi qu'au Sénégal afin de nous exposer leur point de vue sur la question. Force est de constater que les agrocarburants font désormais partie intégrante du paysage naturel et économique des pays du Sud. Au travers de ces cinq études de cas, ces interlocuteurs ont tenté de dessiner le développement actuel des agrocarburants pour leur pays respectif en cernant les risques et les opportunités pour l'agriculture familiale.

Ce n'est que depuis quelques années que le paysage colombien s'est littéralement métamorphosé avec deux cultures prédominantes : canne à sucre et palmier à huile. Comment en est-on arrivé là ? Il faut savoir que la Colombie endure depuis plus de 40 ans un conflit armé interne qui oppose groupes de guérilla (FARC, ELN, EPLN), paramilitaires (AUC) et forces armées. L'affrontement entre ces milices pour le contrôle du pays et de ses ressources a contraint les paysans à quitter leurs lopins de terre. Des communautés entières ont quitté les zones rurales fortement touchées par la violence (prises d'otage, disparitions et exécution sommaire,...) pour se rendre dans les grandes villes. Parallèlement, le gouvernement a eu pour ambition de faire de la Colombie un des premiers producteurs d'huile de palme du monde au même titre que l'Indonésie et la Malaisie afin de se positionner sur un marché mondial en pleine croissance. Pour faire fructifier ce nouvel or vert, l'agroindustrie avec l'aide fréquente des paramilitaires a profité des conflits armés pour s'emparer de centaines de milliers d'hectares de terres de nombreuses familles paysannes. Résultat : des monocultures de palmiers à huile ont envahi la Colombie au détriment des communautés rurales, des forêts, de l'environnement et de la biodiversité. De plus, les conditions de travail des paysans se sont fortement détériorées. Dans le milieu des années nonante, une nouvelle loi colombienne a fait son apparition promouvant la flexibilisation du travail sous forme de coopératives. Cette loi permet aux entreprises d'engager la main d'œuvre sous des régimes de contrats flexibles. Désormais, les travailleurs agricoles ne signent plus de contrat avec les entreprises en tant que salarié mais s'associent en coopératives de travailleurs où les entreprises sont des prestataires de services. En tant que membre de la coopérative, les travailleurs sont officiellement des associés (c'est-à-dire qu'ils sont à la fois travailleur et leur propre patron) et perdent donc toutes les garanties liées au statut des salariés. Cette nouvelle forme de « contrat » se traduit par un rythme de travail qui atteint les 12 heures par jour et des salaires plus faibles que le minimum légal. Les travailleurs liés aux coopératives sont payés au poids récolté, passent des journées accablantes sous des températures insoutenables (entre 30 et 40 degrés), achètent leurs propres outils, dissimulent leurs blessures ou maladies sous peine de perdre leur travail et tout cela, pour un salaire de misère. En cas d'absence (maladie, météo

défavorable,...), ils ne perçoivent rien. Ce régime de contrat flexible est parvenu à contrer l'influence des syndicats et les droits salariaux, et par là, à faire diminuer les garanties et la stabilité du travail. En Colombie, le syndicalisme est considéré comme un acte terroriste. Cette compression sur les coûts de production qui pèse sur les conditions de travail, où la main d'œuvre est sous-payée et où le syndicalisme est réduit à néant est renforcé par cette volonté de compétitivité et de rentabilité dans un contexte hautement concurrentiel sur le marché mondial des agrocarburants.

Au Burkina Faso, la superficie des terres consacrées à la culture du jatropha s'est considérablement accrue ces dernières années. Le jatropha est un arbuste réputé au départ pour ne pas concurrencer les cultures de rente parce qu'il s'accommode des terres dégradées et des terres semi-arides. Mais dans les faits, des surfaces importantes de terres arables lui ont été consacrées. En effet, le jatropha donne des rendements plus élevés sur des terres fertiles. Cet arbuste présente donc un risque de changer l'affectation des terres. C'est pourquoi, les organisations paysannes se mobilisent auprès des communautés paysannes pour les sensibiliser aux risques et opportunités que présente la culture du jatropha. Les cultures vivrières ne doivent pas être sacrifiées pour assouvir la logique de profit de l'agrobusiness en quête perpétuelle de nouvelles terres fertiles. Néanmoins, la plantation du jatropha peut présenter un intérêt pour la population locale dans le cas où le jatropha est produit sur des terres arides et semi-arides pour un usage local. Le petit paysan diversifie ainsi ses sources de revenus tout en pérennisant la sécurité alimentaire. Tirailé entre l'agrobusiness qui vise la production intensive et l'exportation et les communautés rurales qui veulent privilégier les usages locaux de l'huile tout en assurant la souveraineté alimentaire, l'Etat ne se prononce pas.

Au Sénégal, le gouvernement est en train de miser sur l'introduction du jatropha dans l'optique de l'indépendance énergétique sans concertation ni dialogues préalables avec le monde agricole sénégalais. Pour les petits paysans sénégalais et la Fédération des ONG, cette situation est inacceptable si c'est au détriment des cultures vivrières. Une concertation avec l'Etat et les différents acteurs concernés par la filière des agrocarburants s'impose. Ce dialogue devrait s'inscrire dans le cadre d'une politique régionale commune ayant pour objectif de proposer ensemble des stratégies de développement des agrocarburants et de définir clairement les objectifs, les résultats, le rôle et les attentes de chaque acteur du secteur. Le paysan et le gouvernement doivent travailler main dans la main dans cette course aux agrocarburants afin d'harmoniser les différents programmes existant et les stratégies.

En République Démocratique du Congo, le gouvernement privilégie la culture des rentes au détriment de l'agriculture familiale. L'Etat incite les paysans à la culture des agrocarburants afin de réduire sa facture énergétique. Les paysans craignent d'être à nouveau « laissés pour compte » comme par le passé dans les cultures de quinquina. En laissant les investisseurs étrangers s'emparer des terres de la RDC, le risque est de s'orienter dans la production d'agrocarburants à tout vent dans les mains expertes de l'agrobusiness au détriment du petit paysan. Le jatropha risque d'engloutir leurs terres arables au détriment des cultures vivrières déjà insuffisantes. Dans ce cas, la famine est à craindre. Néanmoins, la culture de jatropha constitue une opportunité si on vise le local en aidant le paysan à répondre à des besoins locaux. Par exemple, acheter l'huile de

Elsy Lievens - 28 janvier 2009

palme au petit paysan pour faire tourner un moteur fonctionnant au biodiesel, faire tourner des groupes électrogènes,... Si on vise l'international en tombant dans le cercle vicieux des grandes multinationales, le développement des biocarburants dans les pays du Sud peut constituer une menace.

Le Brésil est l'exemple d'un modèle d'agrobusiness renforcé exerçant une pression sur les terres. Deuxième producteur mondial d'agrocarburants derrière les Etats-Unis, le Brésil se caractérise par ses immenses régions de monocultures de canne à sucre et de soja. Le développement des biocarburants correspond à 40% de la surface plantée dans un territoire de 29 millions d'hectares. Ces étendues constituent une véritable menace pour l'environnement (épandage de pesticides par avion, érosion, diminution de la qualité de l'eau, déforestation,...) et engendrent de véritables problèmes sociaux. Le marché brésilien des agrocarburants attire un grand nombre d'investisseurs. Le pouvoir des grandes multinationales est palpable. Les organisations paysannes brésiliennes revendiquent une diversification des sources d'approvisionnement énergétique ainsi qu'une révision générale de leur mode de vie afin de privilégier un modèle durable de production des agrocarburants. Il est nécessaire de générer des nouveaux emplois en passant par la création d'un plus grand nombre de coopératives, d'industries locales, de petites et moyennes entreprises qui généreront de nouveaux emplois. Les politiques publiques doivent s'orienter davantage vers l'agriculture familiale, vers le développement durable et vers les droits sociaux, à la campagne comme à la ville.

Au travers de ces cinq études de cas, les organisations paysannes émettent de sérieuses craintes quant au mode privilégié pour le développement des agrocarburants dans les pays du Sud. Les biocarburants ne constituent pas un danger en soi mais la manière de les développer peut l'être. Il faut faire la distinction entre les agrocarburants qui font l'affaire de l'agrobusiness et des gros propriétaires et ceux qui sont issus de l'agriculture paysanne. L'agrobusiness est un modèle de production qui se calque sur celui des matières premières agricoles à destination du marché international. Ce type de modèle n'est pas de bon augure pour la sécurité et la souveraineté alimentaire. La main mise des grandes multinationales sur certains pays du Sud force les paysans à quitter leurs lopins de terre pour une bouchée de pain s'emparant ainsi de milliers d'hectares de terres dont la surface peut atteindre celle de la Belgique. Il est important que chaque gouvernement assume son rôle. Par contre, les agrocarburants issus de l'agriculture paysanne peuvent constituer une opportunité de relance durable de la production locale répondant à des besoins locaux.

De plus, la protection des droits des petits agriculteurs est cruciale face aux problèmes fonciers et d'accès aux ressources qu'ils connaissent déjà et risquent d'être aggravés dans une majorité de cas. La rentabilité économique recherchée amène actuellement à un développement du secteur des agrocarburants selon le modèle d'agrobusiness. Le manque d'informations et l'absence de politiques claires en matière de développement des agrocarburants rendent les pays du Sud à la merci des grandes multinationales.

Tout est question d'échelle et d'optique. A un niveau local, les agrocarburants pourraient représenter à long terme une opportunité pour le développement rural des pays du Sud à condition de pérenniser la sécurité alimentaire pour protéger les plus pauvres et de réexaminer les politiques actuelles. En favorisant un

Elsy Lievens - 28 janvier 2009

développement local, les agrocarburants permettent d'injecter de l'énergie dans les machines agricoles et les entreprises, le transport des denrées, électrifier des villages et soulager des zones reculées éprouvées par les difficultés d'y accéder. A un niveau international, les grandes multinationales et les gros propriétaires incitent à la production intensive et à l'exportation pour assouvir leur logique de profit, ne laissant rien présager de bon pour la sécurité alimentaire.

Un peu partout en Afrique, on assiste à une multiplication d'initiatives anarchiques de production d'agrocarburants avant même que les dispositions légales et réglementaires aient été mises en œuvre. Cette situation incontrôlable ne laisse pas cette nouvelle source d'énergie être une chance de diversification de revenus pour les petits agriculteurs. Il est à craindre pour le futur que de nombreux pays africains mettent en péril leur sécurité alimentaire au profit des agrocarburants. C'est pourquoi, il apparaît indispensable que les communautés rurales se battent pour un développement local des agrocarburants qui profiteraient à tous sans compromettre la sécurité alimentaire et amélioreraient leurs conditions de vie.

Le débat s'achève par la question qui occulte le véritable problème : n'est-il pas temps, dans les pays développés et émergents, de remettre en question nos besoins en énergie sans cesse croissants ?